

**L**a perestroïka touche aujourd'hui la plupart des pays socialistes ; ceux-ci ne peuvent tenir une place dans l'économie mondiale que s'ils s'ouvrent au monde extérieur, y adaptent leurs structures économiques et repensent leur coopération mutuelle. Le noyau dur de ce livre est constitué par l'analyse de la structure économique du Conseil d'assistance économique mutuel (CAEM), de l'expérience passée, que l'auteur juge sévèrement, et des enjeux actuels : le succès de la perestroïka en URSS sera déterminant pour faire basculer les autres pays du côté du marché ; mais cela pourra créer des difficultés pour nombre d'entre eux. L'auteur développe une analyse lucide et critique du « non-marché » entre les pays du CAEM et propose des solutions qui passent, entre autres, par l'adoption du rouble soviétique convertible dans les règlements intra-CAEM et l'élargissement du commerce Est-Ouest, notamment CAEM-CEE. Il met en garde contre une vision simpliste de la solidarité Est-Sud, pendant longtemps exaltée par l'idéologie soviétique officielle. L'examen détaillé des échanges extérieurs de l'URSS auquel Oleg Bogomolov se livre le conduit à conclure par un hymne à l'ouverture et à la coopération Est-Ouest, particulièrement dans le cadre de la « maison commune européenne » : même si tel n'est pas leur premier objectif, les réformes en cours y conduisent logiquement.

*Oleg Bogomolov est un des quatre conseillers économiques de Gorbatchev. Agé de soixante et un ans, spécialiste des économies des « pays-frères », il dirige le célèbre Institut de l'économie du système socialiste mondial, « laboratoire à penser » de l'Académie des sciences de l'URSS. Il fait partie des rares académiciens à avoir été élu, en mars 1989, au Congrès, non sur une liste de « grands corps », mais comme député du peuple, après avoir fait campagne, démocratiquement, contre le secrétaire d'arrondissement du parti.*



9 782724 605723



Novembre 1989  
Prix : 180 F  
Prix de lancement : 160 F  
(jusqu'au 1<sup>er</sup> mars 1990)  
ISBN : 2-7071-0110-1

Imp. Chirat - 42540 Saint-Jude-la-Pevrière



Oleg Bogomolov

Socialisme et compétitivité

# SOCIALISME & COMPETITIVITE

Les pays de l'Est  
dans l'économie mondiale

Oleg  
BOGOMOLOV

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

# SOCIALISME & COMPETITIVITE

Egalement aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques :

Renata Fritsch-Bournazel, *L'Union soviétique et les Allemagnes*, 1979.

Jacques Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque. Des origines à la prise du pouvoir*, 1981.

Jean-Jacques Asselain, *Plan et profit en économie socialiste*, 1981.

Harold Bhérer, *Management soviétique. Administration et planification*, 1982.

Georges Sokoloff, *L'économie de la détente : l'URSS et le capital occidental*, 1983.

Pierre Kende, Zdenek Strmiska (dir.), *Egalité et inégalités en Europe de l'Est*, 1984.

Miklós Molnár, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme hongrois*, 1987.

Les pays de l'Est  
dans l'économie mondiale

Oleg  
BOGOMOLOV

P R E F A C E

— de —  
Marie Lavigne

T R A D U I T  
du russe par  
Jacqueline Tordjman

Ouvrage publié avec le concours  
du Centre national des lettres

Le catalogue général sera envoyé sur simple demande adressée aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07

PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE  
DES SCIENCES POLITIQUES

## TABLE DES MATIÈRES

Préface, par <i>Marie Lavigne</i> .....	9
<i>Au lecteur français</i> .....	17

### CHAPITRE 1

#### LES PAYS SOCIALISTES À UN CARREFOUR

Le potentiel économique et ses faiblesses .....	21
Un nouveau modèle d'économie socialiste .....	26
La politique structurelle et les taux de croissance .....	32
La transformation de la superstructure politique .....	37
L'ouverture au monde extérieur .....	41

### CHAPITRE 2

#### L'ÉCONOMIE MONDIALE DEVANT LE DÉFI DES ANNÉES 1990

L'économie mondiale change .....	51
Les causes du désarroi de l'économie mondiale .....	60
Que faut-il faire pour renforcer la sécurité économique internationale ? .....	66

### CHAPITRE 3

#### LA RESTRUCTURATION SOCIALISTE DE LA DIVISION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Principes fondamentaux .....	69
Les étapes du développement de la coopération entre les pays du CAEM .....	75

Couverture : Catherine Barluet et Pierre Roch

© 1989 PRESSES DE LA FONDATION NATIONALE DES SCIENCES  
POLITIQUES  
ISBN 2-7246-0572-1

Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et, d'autre part, les analyses et courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (loi du 11 mars 1957, art. 40 et 41, et Code pénal, art. 425). Toutefois, des photocopies peuvent être réalisées avec l'autorisation de l'éditeur. Celle-ci pourra être obtenue auprès du Centre français du copyright, 6 bis rue Gabriel-Laumain, 75010 Paris, auquel les Presses de la Fondation nationale des sciences politiques ont donné mandat pour les représenter auprès des utilisateurs.

La réforme du CAEM : discussion sur le marché unifié ..	81
CAEM-CEE : l'intégration par le plan et le marché .....	88

*CHAPITRE 4*

LES MÉCANISMES DES RELATIONS  
ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES

La régulation macro-économique .....	96
Les relations économiques extérieures au niveau micro- économique .....	100
Types et formes de coopération dans le domaine de l'ac- tivité de la planification .....	106
Le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ...	115

*CHAPITRE 5*

LA SPÉCIALISATION INTERNATIONALE  
DE LA PRODUCTION

L'approfondissement de la coopération dans le cadre du CAEM .....	119
Les types de spécialisation internationale de la production	124
Les mécanismes de réalisation de la spécialisation interna- tionale et de la coopération .....	130
Les indices de développement de la spécialisation interna- tionale et de la coopération .....	136
Le profil de la spécialisation internationale .....	138

*CHAPITRE 6*

LE PROGRÈS SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE  
ET LES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES  
DU CAEM

Le potentiel scientifique et technique des pays du CAEM	145
La coopération scientifique et technique des pays du CAEM .....	151

*CHAPITRE 7*

DU PSEUDO-MARCHÉ AU MARCHÉ EFFECTIF  
DES PAYS DU CAEM

Les prix du commerce mutuel .....	160
Le mécanisme des règlements mutuels .....	169
Les relations de crédit .....	177

*CHAPITRE 8*

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES  
DES PAYS SOCIALISTES  
AVEC LES PAYS OCCIDENTAUX

La place des pays socialistes dans l'économie mondiale ..	183
Une communauté d'intérêts contradictoires .....	189
Evolution et structure des échanges de marchandises .....	192
Formes et possibilités nouvelles des relations d'affaires ...	198

*CHAPITRE 9*

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES  
DES ETATS SOCIALISTES  
AVEC LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Les principes politiques .....	207
Les échanges .....	209
L'aide technique .....	212
Les perspectives .....	220

*CHAPITRE 10*

LES RELATIONS ÉCONOMIQUES EXTÉRIEURES  
DE L'UNION SOVIÉTIQUE

L'importance des relations extérieures pour l'économie so- viétique .....	223
La composition des importations .....	226
La base d'exportation .....	229
Géographie du commerce .....	235

<i>CONCLUSION</i> .....	245
-------------------------	-----

## PRÉFACE

*L'ouvrage que l'on va lire a été écrit pour le public français. L'auteur appartient au petit groupe d'intellectuels qui contribue à faire progresser la perestroïka en URSS, par ses avis aux décideurs, ses réflexions, et, dans le cas de l'académicien Oleg Timofeévitch Bogomolov, aussi par son activité politique.*

*Oleg Bogomolov est peu connu du public français, qui est plus familier d'autres têtes pensantes de la perestroïka, comme l'académicien Abel G. Aganbeguian. Pourtant, il lui est arrivé d'intervenir dans notre pays. A ma connaissance, sa première prestation publique devant un auditoire français a eu lieu en 1974, à l'occasion du colloque organisé par le Parti socialiste sur la crise à Suresnes, et ce fut l'occasion d'une des toutes premières analyses sur l'impact de la crise dans les pays socialistes. Par la suite, il a occasionnellement visité notre pays, et donné des interviews, notamment au magazine L'Expansion. Il représente une position charnière à la limite des problèmes économiques internes et des problèmes d'économie internationale, ces derniers formant spécifiquement l'objet de ce livre.*

*Il est depuis de nombreuses années le directeur d'un des grands instituts économiques de l'académie des sciences de l'URSS, l'Institut de l'économie du système socialiste mondial (sigle russe IEMSS). L'IEMSS fait partie du carré des « laboratoires à penser » dont les trois autres côtés sont l'Institut d'économie (dirigé par Leonid Abal-kin, désigné en juin 1989 vice-Premier ministre chargé de la réforme) qui travaille sur l'URSS, l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO) dont le directeur est Evgeni Primakov, conseiller écouté tout particulièrement sur les problèmes du Tiers Monde (et, depuis 1989, président du Soviet de l'Union, l'une des deux chambres du Soviet suprême), et l'Institut des Etats-Unis et du Canada, dirigé par Georgi Arbatov, devenu une figure familière en Amérique du Nord. L'IEMSS, quant à lui, a longtemps « vécu caché ». Voué à l'étude des pays socialistes et spécialement à*

ceux d'entre eux membres du CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle) ou Comecon, il était affecté par la volonté officielle de discrétion concernant ce qui se passait dans les « pays frères ». A une époque où le « système socialiste mondial » (destiné, bien sûr, à être vraiment mondial, le jour où triompherait partout la révolution) était considéré séparément du reste du monde — du capitalisme, l'IEMSS ne pouvait que s'occuper marginalement des relations entre ce système et l'extérieur. Pourtant Oleg Bogomolov avait réussi à constituer une section sur les relations pays socialistes-Tiers Monde, où un tout petit groupe de spécialistes explorait une problématique thématique d'une manière plus féconde que tout le bataillon d'Instituts spécialisés par zones du Tiers Monde se trouvant à Moscou. Dans le domaine des relations Est-Ouest, l'IEMSS s'était très tôt intéressé aux transferts de technologie et, alors qu'il n'existait pas encore en URSS d'institut sur les problèmes européens, avait axé dans cette perspective l'analyse du commerce et de la coopération Est-Ouest. Bien sûr, le domaine principal était et demeure les relations internes au système socialiste, ainsi que les études comparatives des économies nationales. La perestroïka y a ajouté l'analyse de l'économie soviétique, dans la mesure où les réformes en URSS influencent ce qui se passe en Europe de l'Est et en sont influencées.

J'ai mentionné l'activité politique d'Oleg Bogomolov. Il est l'un des rares académiciens à avoir été élu en mars 1989 au Congrès des députés du peuple non pas sur une liste de « grands corps » — Académie des sciences, parti, etc. — mais ... comme un député du peuple, c'est-à-dire en se présentant dans une circonscription électorale — celle de son quartier — et en faisant campagne, démocratiquement, pour l'emporter dans un duel qui l'opposait au secrétaire du parti de l'arrondissement. A cette occasion, il a pu mesurer concrètement les préoccupations des électeurs en matière économique, et la signification correspondante du « système économique du socialisme ». Il n'a pas attendu, cependant, d'être engagé dans l'arène politique pour faire de la politique. Avec courage, il s'est élevé dès 1980 contre l'intervention soviétique en Afghanistan, au nom de ses convictions quant aux relations entre les pays socialistes et ceux qui sont censés avoir choisi une « orientation socialiste »... Mais contrairement à certains de ses collègues mentionnés plus haut, il a refusé de sacrifier son activité scientifique, et décliné les offres qui lui ont été faites d'exercer de hautes fonctions politiques, pour se consacrer à son Institut, à ses chercheurs, et à la science.

Le présent ouvrage est le fruit de toute cette évolution. Il a été

écrit dans un contexte soviétique et international en changement permanent. Il est étonnant de voir à quel point il est en phase sur l'actualité, jusqu'à l'anticiper quelquefois. Nous avons eu occasionnellement à introduire la mention d'une réforme ou d'un développement nouveau, mais il n'a été nul besoin d'y ajuster le texte lui-même de l'auteur.

L'idée directrice est l'ouverture. Les pays socialistes ne peuvent tenir une place dans l'économie mondiale que s'ils s'ouvrent au monde extérieur, y adaptant leurs structures économiques nationales, et repensent leur coopération mutuelle qui s'est déroulée jusqu'ici en circuit fermé.

La perestroïka touche aujourd'hui la plupart des pays socialistes, et l'auteur esquisse les linéaments du nouveau modèle. Les réformes ont l'ouverture pour composante essentielle et c'est pourquoi il faut commencer par là, y compris avec les déterminants politiques de cette nouvelle orientation.

De l'économie socialiste, on passe à l'économie mondiale. Celle-ci est le lieu d'oppositions systémiques mais aussi d'interdépendances globales où les pays socialistes jouent un rôle faible — surtout si on les compare avec les « nouveaux pays industrialisés », leurs principaux concurrents et peut-être aussi leurs meilleurs analogues sur les marchés développés. Le monde vu d'URSS est un monde dominé par les Etats-Unis — et les firmes multinationales. Mais l'économie américaine a ses faiblesses ; l'Europe n'est pas encore un contrepoids suffisant, une « locomotive de l'économie mondiale » ; les dangers de crise sont nombreux, parmi eux l'endettement du Tiers Monde (et de certains pays socialistes, non nommés...). Oleg Bogomolov plaide pour l'élimination du protectionnisme — faute d'avoir admis l'URSS aux négociations multilatérales du GATT, l'Uruguay Round, on ne saura pas ce qu'elle y aurait dit à ce sujet. Il plaide aussi pour la « sécurité économique internationale » à travers le désarmement et un nouvel ordre économique international (NOEI), évoqué, à vrai dire, avec prudence. Dans ses publications antérieures et celles qu'il a coordonnées, O. Bogomolov n'a jamais été un incondicional des positions du Tiers Monde sur le NOEI. Les thèmes de « sécurité économique », de « nouvelle pensée internationale » ont été jusqu'ici accueillis à l'Ouest, et spécialement en France, avec scepticisme, voire dérision. On les prend plus au sérieux aux Etats-Unis. L'auteur le rappelle avec discrétion.

Les six chapitres consacrés au CAEM constituent le noyau dur du livre. Est-ce à dire que l'économie internationale socialiste doive

se développer principalement en « autarcie de bloc » ? Le CAEM tente de réaliser sa propre perestroïka ; c'est plus difficile que dans les économies internes, car il faut un consensus politique aujourd'hui absent. L'expérience passée est jugée sévèrement. Il n'y a pas eu de conception théoriquement élaborée de la division internationale du travail, et d'ailleurs l'imperfection des prix et des taux de change socialistes ne permet pas de mesurer l'efficacité de cette division du travail. L'ensemble de cette conception, nous dit l'auteur, souffrait de « naïveté » — entendons quant au potentiel de ce système.

Le CAEM a traversé plusieurs phases que O. Bogomolov rappelle rapidement pour en arriver à l'objectif actuel : passer à la construction d'un marché unifié entre les pays membres, et en même temps mettre en œuvre un programme de modernisation (dénommé le « Programme complexe de progrès scientifique et technique », adopté en 1985). La liaison organique entre les deux processus résulte du texte même du Programme, qui définit les moyens de sa réalisation et met au premier rang les « liens directs » entre entreprises de différents pays. Nous dirions qu'il repose sur une spécialisation intra-branche et intra-produit appuyée sur la multinationalisation de la production. S'agit-il d'un objectif réalisable ? L'auteur reconnaît que l'on en est encore au stade de l'émergence d'un concept. De fait, nous ne connaissons pas encore, en 1989, le texte intégral de la « conception collective de la division internationale socialiste du travail » pourtant adoptée en 1962 ... sans la voix de la Roumanie. Oleg Bogomolov souligne les difficultés d'un consensus. Il existe bien au sein du CAEM un accord sur un modèle « minimal » d'intégration socialiste, où l'URSS approvisionne ses partenaires en énergie et en matières premières, et leur ouvre un marché pour des produits manufacturés incoulables ailleurs. A cela s'ajoutent les intérêts particuliers à chaque pays, que l'auteur évoque en des termes inhabituellement directs, et enfin toutes les interdépendances entre la réforme du CAEM et les réformes internes : comment avoir un marché international unifié quand il n'y a pas encore de marchés nationaux ? Sur tous les aspects de ce marché international — libre circulation des marchandises, formation des prix, mécanismes monétaires, les divergences de vues théoriques ne sont pas encore surmontées. Que peut-il se passer ? Oleg Bogomolov présente une opinion de « spécialiste », là aussi rarement énoncée avec une telle franchise : c'est en fin de compte le succès de la perestroïka en URSS qui sera déterminant pour faire basculer les autres pays du côté du marché ; mais cela pourra créer de graves difficultés pour nombre de pays.

Après les problèmes, sont présentées les solutions du passé : et d'abord le « marché » du CAEM tel qu'il existe aujourd'hui, « insuffisamment ouvert au monde extérieur ». Chaque pays s'est traditionnellement protégé de l'extérieur par le monopole du commerce extérieur et la planification ; les réformes en cours en ce domaine (notamment en URSS) ne sont de loin pas achevées. Les firmes mixtes en sont une composante mais on ne doit pas en attendre des miracles. Ces formations sont encore dissuasives pour l'investisseur étranger, notamment quant aux dispositions sur les transferts de devises, et s'intègrent mal au tissu économique domestique. Le sobre pessimisme de l'auteur perce à travers ces affirmations.

Si le marché unifié est une vue de l'avenir, la coordination des plans, dont l'intégration socialiste devrait être la terre d'élection, a-t-elle mieux fonctionné ? Le mécanisme en est clairement exposé, ainsi que les résultats décevants, notamment en ce qui concerne la partie la plus ambitieuse, les programmes finalisés de coopération à long terme. Mais qu'en reste-t-il en fait ? On souhaiterait plus de détails — à moins que précisément il n'y ait pas lieu d'en fournir.

Les chapitres sur la spécialisation internationale et la coopération dans le domaine de la recherche sont les plus informatifs en ce qui concerne les orientations et les apports de chaque pays. Mais les indicateurs de spécialisation demeurent sommaires. Le plus courant est la part de la production dite « spécialisée » soit dans la production totale des biens correspondants, soit dans les échanges extérieurs. La place dévolue à ce thème est incontestablement minime comparée à celle qu'elle tiendrait dans un ouvrage occidental analogue. Il est clair que dans l'état actuel des statistiques de production et commerce extérieur dont on dispose pour la plupart des pays socialistes, il est impossible d'élaborer des indicateurs de spécialisation comparables à ceux qu'utilise la théorie standard de l'échange international. Un approfondissement méthodologique pourrait sans doute précéder, voire impulser, la mise à disposition des données nécessaires, dans un contexte de transparence.

La place des pays socialistes dans l'économie mondiale est largement déterminée par leur niveau technologique. Oleg Bogomolov fournit les données habituelles sur la part des dépenses de recherche dans le revenu national, élevée et en hausse sur les vingt dernières années. Ces chiffres appellent une question : comment se fait-il qu'avec ce potentiel les pays de l'Est accusent un retard manifeste sur la technique mondiale ? L'auteur ne répond pas directement. Cependant, il met en cause la planification directive de la recherche, au niveau

*national et international, allant jusqu'à dire que la recherche fondamentale et tout spécialement appliquée souffre jusqu'ici d'une ingénierie incompétente de l'Etat. La coopération internationale intra-CAEM en pâtit. Doit-on en inférer que seule la coopération avec l'Ouest a permis aux pays socialistes d'accéder au niveau technologique où ils se trouvent ? On connaît les nombreuses recherches effectuées à l'Ouest (notamment dans le cadre de l'OCDE) sur le thème de l'impact des importations de technologie avancée sur la croissance des pays de l'Est. L'ouvrage y fait allusion, ainsi qu'aux restrictions à ces transferts, sans nommer le COCOM qui sera cité plus loin. Il reprend un thème cher à l'auteur, la coopération avec Eureka. Beaucoup d'économistes et responsables à l'Est partagent cette idée, qui nous semble reposer sur une exagération de l'impact réel du programme Eureka, et sur une méconnaissance des instruments effectifs de coopération en matière de recherche entre économies de marché.*

*Un des chapitres les plus neufs de l'ouvrage — y compris par son titre — est consacré à la transition du « quasi-marché au marché réel intra-CAEM ». On y trouve une analyse lucide et critique du « non-marché » entre les pays du CAEM. Les bizarreries, si incompréhensibles pour l'observateur extérieur, des méthodes de formation des prix intra-CAEM sont expliquées dans tous leurs détails. Les règlements intra-CAEM sont effectués en roubles transférables ; on discute aujourd'hui du point de savoir s'il faut conserver cette unité de compte en l'état, la rendre convertible, l'abandonner pour des règlements en devises fortes, ou en monnaies nationales elles-mêmes convertibles entre elles. L'auteur énonce sa proposition : utiliser dans les règlements le rouble soviétique lui-même rendu convertible, et expose les étapes d'une telle solution, y compris les problèmes liés à la détermination d'un taux de change économiquement réaliste.*

*A ce stade, on sort déjà du CAEM, et les derniers chapitres sont consacrés aux échanges en dehors de cette zone, et d'abord avec l'Ouest. On attendait, certes, de l'auteur qu'il critique l'approche répandue à l'Ouest selon laquelle le commerce Est-Ouest n'est avantageux que pour l'Est. Il y joint une critique du COCOM — thème naguère tabou, que l'IEMSS a été le premier à mentionner dans ses études. Les questions liées à l'endettement des pays socialistes occupent une place curieusement minime, qui étonnera sans doute, surtout par comparaison avec la thématique de la coopération industrielle. Le même chapitre évoque rapidement le dialogue CEE-CAEM, ainsi que le problème général de l'intégration des pays socialistes*

*dans l'économie mondiale, passant par leur participation au GATT et au FMI, dont l'URSS est encore exclue.*

*Oleg Bogomolov a été le premier, au début des années 1980 et à une époque où l'idéologie officielle exaltait les vertus de la coopération Est-Sud, à mettre en garde contre une vision simpliste de la solidarité entre les pays socialistes et le Tiers Monde, et de la concordance de leurs intérêts. La dernière phrase de son chapitre sur ce thème est éloquente.*

*On ne s'étonnera donc pas qu'après un chapitre monographique sur les échanges extérieurs de l'URSS la conclusion soit un hymne à l'ouverture et à la coopération Est-Ouest, particulièrement dans le cadre de la maison européenne — avec une référence que le public français considérera comme inévitable à l'Allemagne.*

*Cela répond-il aux questions que l'on se pose sur l'avenir des pays de l'Est dans l'économie mondiale ? Certes, l'ouverture est souhaitée. Les réformes y conduisent logiquement, mais elles n'ont pas partout la même détermination — la RDA conserve un modèle classique qui ne lui a pas trop mal réussi, la Roumanie est hors jeu pour un temps que seule la politique peut fixer. Les pays de l'Est sont peu compétitifs sur les marchés mondiaux, la baisse de leur part de marché au profit des économies nouvellement industrialisées le prouve. Même ceux d'entre eux qui sont membres des organisations économiques internationales n'y sont pas traités comme des économies de marché — la Hongrie s'en plaint avec le plus de véhémence. L'URSS est encore tenue à l'écart : sa masse fait peur, même si à l'Ouest des voix s'élèvent pour dire qu'un concours international au succès de la perestroïka est souhaitable, sans trop savoir de quel ordre serait ce concours.*

*Je voudrais conclure cette préface sur un plaidoyer en faveur du CAEM. Oleg Bogomolov ne saurait me le reprocher, lui qui en connaît si bien les rouages les plus intimes, et qui s'est exprimé maintes fois à ce sujet dans les différents pays de l'Est qu'il visite. Actuellement des tendances centrifuges sont à l'œuvre au sein du CAEM. Des responsables politiques hongrois ont même évoqué l'éventualité d'une sortie de l'organisation. Le déploiement de l'aide internationale à la Hongrie et à la Pologne, coordonné par la Communauté économique européenne, oriente de plus en plus ces deux pays vers la CEE. L'arrivée au pouvoir de nouveaux gouvernements hongrois et polonais non communistes renforce cette orientation, et la Hongrie compte demander expressément son adhésion à la CEE. Si le leader soviétique jouit aujourd'hui en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslo-*



*vaquie, en RDA, d'une popularité qu'aucun Russe n'a jamais eue dans ces pays, l'emprise de l'Union soviétique en tant qu'économie dominante est d'autant plus mal ressentie que des illusions dangereuses se répandent sur une alternative européenne. Or l'Europe de l'Ouest n'est pas préparée à absorber des flux croissants de marchandises en provenance de l'Est, ces produits fussent-ils plus adaptés au marché. Elle est certainement encore moins prête à accueillir des flux croissants de main-d'œuvre si, comme tout porte à le penser, ces flux rencontrent de moins en moins d'obstacles à la sortie. Certes, la RFA ouvre sans restriction son économie aux émigrés de RDA, mais ce sont ses nationaux qu'elle réintègre, au détriment sans nul doute de nouveaux arrivants en provenance d'Europe de l'Est. Quant aux capitaux, c'est en direction de l'Est que leur flux se raréfiera si l'endettement de ces pays continue à croître — l'URSS conservant la faveur des financiers internationaux. L'assistance occidentale à la Pologne et à la Hongrie ne doit pas faire illusion de ce point de vue. Elle est limitée et politique, expressément destinée à consolider une transition vers l'économie de marché, ce n'est pas l'amorce de flux financiers poursuivant un objectif courant de rentabilité économique. Dans ces conditions, est-il raisonnable de se réjouir, à l'Ouest, du dépérissement du CAEM ? Ne serait-il pas souhaitable, au contraire, de favoriser l'émergence d'une intégration socialiste de marché plus solide ? Et pour les petits pays de l'Est, le marché soviétique — qui un jour sera une réalité — ne sera-t-il pas plus accessible et profitable, dans d'autres conditions qu'aujourd'hui, par comparaison avec une Europe occidentale protégée sinon protectionniste ? L'ouverture ne peut-elle signifier, également, la création de nouveaux flux d'échanges dans cette zone ? Toutes ces questions s'imposent à la lecture de cet ouvrage, qui ne prétend pas les résoudre mais offre bien des éléments de réponse.*

MARIE LAVIGNE  
Professeur à l'Université de Paris I

## AU LECTEUR FRANÇAIS

Le livre proposé à votre attention est consacré aux pays qui se dénomment eux-mêmes socialistes. Nombre d'entre eux subissent des changements dramatiques qui s'accompagnent parfois d'explosions et de secousses. La vague de renouveau prend de l'ampleur, et bien qu'elle n'ait pas encore englobé tous les pays, le sentiment de l'irréversibilité des changements se renforce. Quelles formes revêtent-ils ? Comment influent-ils sur les relations internationales ? Quelle place ces pays, tout en surmontant les contradictions inhérentes à la *perestroïka*, occuperont-ils dans l'économie mondiale, dans la coopération pan-européenne ? Il n'y a pas encore de réponse pleinement satisfaisante à ces questions. Il est clair que le renouveau s'établira dans le cadre des structures existantes, en les transformant. Cette période de transition peut se révéler longue et difficile. En décrivant l'économie et les relations extérieures des pays unis au sein du Conseil d'assistance économique mutuelle, ce livre tente de faire apparaître les tendances les plus probables de leur renouvellement.

La crise du modèle de société stalinien et néo-stalinien s'est aggravée au fil des années, avant que son manque de perspectives et la nécessité de réformes radicales ne soient devenus évidents. Le retard toujours plus prononcé du progrès technique, de la productivité du travail, du niveau de vie des populations par rapport à l'Occident, l'inflation, les catastrophes écologiques, le manque chronique de nombreuses marchandises de première nécessité, la non-compétitivité de la majeure partie des produits finis, la chute des taux de croissance économique, l'aggravation de la lourdeur et du bureaucratisme des appareils de l'Etat et du parti, la situation de dépendance de l'homme au sein de la société : telles sont les manifestations les plus évidentes de la crise actuelle.

Le socialisme réel de type stalinien ou néo-stalinien est considérablement discrédité, la foi dans ses « avantages » est perdue. Ainsi en témoignent, en particulier, les récents événements de

Hongrie et de Pologne. Toutefois, les idées socialistes, reposant sur un système politique plus perfectionné et plus juste que le capitalisme, sont bien vivantes et persistent dans les esprits de millions de gens. Le désir est grand d'affranchir le socialisme des déformations, des éléments d'utopisme, de revenir à la conception exposée par Lénine dans ses derniers ouvrages, rétablir le droit aux valeurs démocratiques et humaines générales, de l'enrichir de tous les acquis de la civilisation. Ce désir inspire la *perestroïka* en URSS, il est présent dans de nombreux autres pays socialistes.

A maintes reprises, les tentatives de renouveau et de restructuration entreprises dans les pays de l'Est (en 1956, 1968 et 1980) ne concernaient que des pays isolés. Elles ont été, souvent, accompagnées de phénomènes négatifs et n'ont pas entraîné de changements radicaux. Néanmoins, elles ont annoncé des transformations futures, bien que peu de gens aient été en mesure d'y discerner l'avenir. La *perestroïka*, en URSS, a ouvert une nouvelle page dans le développement de ce processus rénovateur.

Sans prétendre servir d'exemple aux autres pays, la *perestroïka* a cependant aidé sensiblement à la recherche de nouvelles voies de développement socialiste. Les pays d'Europe de l'Est font face à des difficultés qui ressemblent beaucoup aux nôtres, car ils s'étaient développés principalement d'après le modèle soviétique, imposé ou emprunté sans critique dans les années d'après-guerre. Aussi, les changements ont-ils trouvé là un écho, et consolidé les forces réformatrices.

Il est aisé de constater l'absence de continuité dans le processus de renouveau dans les pays socialistes. On ne peut pas exclure aujourd'hui, comme cela est déjà arrivé dans le passé, des reculs temporaires. Les tragiques événements de Chine en sont la confirmation la plus récente. Et pourtant, l'acuité même des problèmes et des contradictions auxquels sont confrontés ces pays ne laisse pas d'autre choix qu'une réforme radicale du système social existant. Cette transformation est objectivement nécessaire, indépendamment de ce que la société et les dirigeants peuvent en penser aujourd'hui.

Le changement est double. Primo, les chercheurs et les praticiens précisent, en conjuguant leurs efforts, leurs idées théoriques sur la société contemporaine, procèdent à la révision des doctrines socialistes qui n'ont pas été justifiées dans la pratique. Secundo, dans une série de pays, des expériences d'une ampleur inégalée à ce jour sont tentées.

En analysant ce qui évolue à l'heure actuelle en URSS, en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Chine, en Yougoslavie..., en expliquant le rôle que commencent à jouer ici le marché, la mise en place des différentes formes de propriété, y compris la propriété privée, le pluralisme politique et le multipartisme, la *glasnost*, on conclut que ces pays sont plus ouverts et plus aptes à la coopération internationale et aux échanges.

Le succès de la *perestroïka* pourrait contribuer substantiellement à l'assainissement du climat international et au développement des relations économiques Est-Ouest. Des progrès qu'elle peut faire dépendent la fin de l'isolement de l'URSS de l'économie du reste du monde et les perspectives d'élargissement du marché mondial. Le soutien économique et politique apporté par l'Occident au processus de renouveau constitue ainsi un facteur essentiel de la politique mondiale. Il faut mentionner la position de la France. Dans la mesure où son aide apparaît plus déterminée, l'espoir se renforce qu'il est possible de construire la « maison commune européenne ». Je serai sincèrement heureux si ce livre permettait de faire mieux connaître, dans les pays occidentaux, les problèmes auxquels se heurtent les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle, et mieux comprendre ce qui les attend dans les prochaines années.

*CHAPITRE 1*  
**LES PAYS SOCIALISTES  
À UN CARREFOUR**

LE POTENTIEL ÉCONOMIQUE ET SES FAIBLESSES

Les pays socialistes sont apparus pendant plusieurs décennies comme l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale. Durant les années d'après-guerre, ils ont effectivement consolidé leur potentiel économique, scientifique et technique ; ils ont réalisé des programmes sociaux importants. La société donne, en effet, à ses membres de larges garanties sociales : droit au travail, éducation, aide médicale gratuite, droit au repos. Mais le développement de ces pays ne s'est pas fait sans problèmes ni conflits. Dans certains cas, des situations de crise sont même apparues. Les mécanismes de la gestion sociale — et avant tout économique — se sont révélés insuffisamment souples et réceptifs aux exigences du progrès scientifique et technique contemporain, et à celles du progrès social. Cette situation a rendu indispensable une profonde restructuration de la vie sociale. Celle-ci est devenue un trait essentiel des années 1980.

L'économie de la majorité des pays socialistes est actuellement l'objet de modifications structurelles importantes. Les réformes en cours devraient contribuer à augmenter l'efficacité économique et à intensifier la croissance. Pour faire agir les stimulants et les intérêts économiques, en vue d'augmenter la productivité du travail, d'accélérer le progrès technique, il faut améliorer la vie des gens, enrichir son contenu, renforcer la créativité et l'esprit d'initiative des travailleurs.

La restructuration est à l'ordre du jour : elle se développe dans les différents pays en fonction de la conjoncture, de l'expérience

acquise, de nombreux facteurs subjectifs et des difficultés héritées du passé<sup>1</sup>.

Comment apparaît concrètement l'économie des pays socialistes à l'étape actuelle de leur développement ? Quelle est leur place dans la division internationale du travail ?

Dans l'économie mondiale, les positions du camp socialiste sont déterminées avant tout par leur potentiel productif, scientifique et technique, par la dynamique de leur croissance. Le revenu national global des pays socialistes a, au cours des années 1971-1985, augmenté en moyenne de 5,3 % par an, dans les pays du CAEM de 4,6 %, dans les pays capitalistes développés de 2,9 %, dans les pays en développement de 4,7 %<sup>2</sup>.

Je n'affirmerai pas que cette statistique est irréprochable et exempte d'erreurs. Mais, jusqu'à un certain point, elle est confirmée par la croissance de la production dans des secteurs essentiels. Ainsi, la part des pays socialistes dans la production mondiale d'énergie électrique est passée, ces quinze dernières années, de 23 à 26 % ; pour l'extraction de pétrole, elle est passée de 18 à 28 %, pour le gaz de 22 à 41 %, pour l'acier de 30 à 38 %, pour les engrais minéraux de 33 à 43 %, pour les machines-outils de 39 à 53 %, pour les tracteurs de 47 à 58 %<sup>3</sup>. Toutefois, le poids spécifique des pays socialistes dans la production mondiale des biens, faisant appel aux techniques nouvelles et aux acquis de la science, se révèle significativement plus faible que leur part dans les industries de base.

Ces seuls indices quantitatifs ne peuvent évidemment pas apparaître comme un critère suffisant de la compétitivité des pays socialistes. Celle-ci est déterminée par la productivité sociale du travail, par l'assimilation des résultats du progrès scientifique et

1. Bogomolov (O.T.), « Mir socializma na puti perestrojki » (Le monde socialiste sur la voie de la restructuration), *Kommunist (Moskva)*, 16, 1987, p. 92-102.

2. Le CAEM (Conseil d'assistance économique mutuelle, quelquefois désigné d'après son sigle anglais, Comecon) comprend l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie (membres fondateurs, janvier 1949), la RDA (1950), la Mongolie (1962), Cuba (1972), le Vietnam (1978). La liste des pays socialistes comprend aussi l'Albanie et la Yougoslavie, en Europe, la République populaire de Chine, la République populaire démocratique de Corée et le Laos, en Asie. Cette définition est celle des pays socialistes eux-mêmes et n'inclut aucun autre pays ; les pays en développement à orientation socialiste ne font pas partie de ce groupe (M.L.). (Les notes suivies de la mention M.L. ont été établies par Marie Lavigne.)

3. *Narodnoe hozjajstvo SSSR v 1987 g* (L'économie nationale de l'URSS en 1987), Moscou, Finansy i. Statistika, 1988, p. 18.

technique, et par le degré de participation à la division internationale du travail.

Ces quinze dernières années, les indicateurs liés à l'efficacité macro-économique, aux dépenses de combustibles, d'énergie et de matériaux par unité produite, à la participation des pays socialistes au commerce international, ne se sont pas améliorés ou même se sont détériorés par rapport à la moyenne mondiale. Par exemple, dans les pays européens du CAEM, la consommation d'énergie et de métal, par unité de revenu national, est supérieure de une fois et demi à deux fois à la moyenne des pays de la CEE, mais la productivité sociale du travail est inférieure de 60 % au niveau moyen atteint dans ce même groupe.

Dans le système socialiste, l'égalisation des niveaux de développement des différents pays se poursuit, mais trop lentement, et les différences restent importantes. Le revenu national par habitant est cinq fois plus élevé dans les pays socialistes développés (RDA, Tchécoslovaquie) que dans les pays les moins développés (Chine, Vietnam). On observe, ces derniers temps, une différenciation manifeste dans le taux de croissance, non seulement entre les groupes de pays, mais également entre les pays européens du CAEM.

Sur ce fonds général, les résultats obtenus par la RDA sont remarquables. Elle a maintenu, au cours des années 1981-1987, une croissance stable du revenu national, à un taux moyen annuel de 4 %. La Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie ont obtenu une productivité élevée dans l'agriculture. Si la Tchécoslovaquie, dans le passé, dépendait de l'importation pour de nombreux produits alimentaires, elle est désormais parvenue à l'autosuffisance. Les importations de denrées alimentaires ont diminué de façon significative en RDA et en Pologne. Mais, en URSS, et dans une série d'autres pays du CAEM, l'agriculture ne satisfait pas encore la demande croissante des populations.

Dans le domaine du bien-être matériel des populations et de la satisfaction du marché intérieur en denrées alimentaires et produits industriels, la RDA et la Tchécoslovaquie ne sont pas en retard, par comparaison avec la majorité des pays Ouest-européens, et même les précédent, si l'on considère les fonds sociaux de consommation et les garanties sociales dont bénéficient les populations.

À la fin des années 1970, dans la plupart des pays socialistes européens, on a constaté un ralentissement manifeste de la

croissance. Cela s'est produit sous l'influence de changements objectifs dans les conditions de la reproduction, et par suite d'une adaptation trop tardive de la politique économique et des méthodes de gestion<sup>1</sup>.

Le renforcement de la discipline et l'élimination de certains goulots d'étranglement dans l'économie ont permis d'arrêter la chute des taux de croissance ; ceux-ci ont augmenté au cours des années 1985-1986, mais ils ont à nouveau baissé en 1987 (tableau ci-dessous).

*Accroissement du revenu national  
dans les pays du CAEM et en Yougoslavie (en %)*

	Moyenne annuelle 1981-1985	1986	1987	1988
Bulgarie .....	3,7	5,3	5,1	6,2
Hongrie .....	1,3	0,6	3,2	- 0,5
Pologne .....	- 0,8	5,2	2,0	4,7
RDA .....	4,5	4,3	4	3,0
Roumanie .....	4,4	7,3	4,8	3,2
Tchécoslovaquie .....	1,7	2,4	2,0	2,5
URSS .....	3,6	4,1	2,3	4,4
Cuba .....	8,5	- 1,9	- 3,5	
Mongolie .....	6,5	5,6	3,5	
Vietnam .....	6,4	4,2	2,1	
CAEM .....	3,3	4,2	2,5	
Yougoslavie .....	0,5	3,6	- 0,5	

Le ralentissement de la croissance du revenu national, dans la majorité des pays mentionnés, s'est accompagné d'une augmentation de leur dette extérieure, et témoigne de sérieuses difficultés économiques.

Ces dernières années, dans l'économie mondiale et dans celle des pays socialistes, le rôle de la Chine s'est rapidement intensifié. Parmi les grandes puissances, la Chine se distingue par des taux de croissance très élevés. Au cours des années 1981-1987, le taux moyen annuel de croissance du revenu national a été de 9 % environ, celui de la production industrielle de 12 %, celui de la production agricole de 9 %. Les relations économiques extérieures du pays se sont développées de façon extrêmement dy-

1. *Problemy tempov èkonomičeskogo rosta v sovremennom mire* (Problèmes des taux de croissance économique dans le monde contemporain), Moscou, Nauka, 1986, p. 5.

namique. L'explication de ce phénomène se trouve dans les transformations profondes et positives de la vie sociale du pays, dans la réforme qui a commencé dans les villages et a englobé progressivement l'industrie et tous les autres secteurs<sup>1</sup>.

Le processus de restructuration en Chine entraîne des dépenses supplémentaires. Ainsi, des tendances inflationnistes malsaines sont apparues. Les clivages sociaux se sont accrus, les secteurs de base de l'industrie (combustibles et matières premières) demeurent en retard. Un déficit important de la balance des paiements se développe. Il s'ensuit une chute des taux de croissance du revenu national et de l'industrie. Cette situation conduit la direction du Parti communiste chinois à apporter des correctifs à la politique économique, à limiter les investissements et les taux de croissance afin d'empêcher la surchauffe.

Le niveau de développement reste encore très faible. Mais, avec son milliard d'habitants et ses ressources naturelles importantes, la Chine dispose d'un énorme potentiel de croissance. Les leçons pénibles du passé ont beaucoup appris aux dirigeants de ce grand pays. L'expérience acquise diminue la probabilité d'erreurs d'appréciation pour l'avenir et permet de prévoir le doublement du revenu national d'ici la fin du siècle. Aussi l'économie de la Chine devra-t-elle acquérir un caractère plus ouvert : le pays doit se transformer en grand exportateur et importateur pour un grand nombre de marchandises.

De façon plus rapide et plus résolue que l'Union soviétique et les pays socialistes européens, la Chine surmonte l'inertie, la confusion des formes et des méthodes de gestion, élimine les blocages que la société a connus sur une longue période. Son expérience conforte les autres pays socialistes dans les avantages qu'offre la *perestroïka*, les incite à réaliser des réformes radicales.

On recherche à présent un nouveau modèle de socialisme, conforme à l'époque actuelle, avec ses mutations révolutionnaires dans les domaines de la technique, de la culture, de l'information, avec le besoin d'une démocratisation de la vie sociale et de la communication internationale, le besoin d'une réflexion politique nouvelle. Les modèles stalinien et néo-stalinien se sont révélés dénués de perspectives.

Au sujet de ce nouveau modèle, il n'y a pas encore une totale

1. Den Xiao Ping, *Osnovnye voprosy sovremennogo Kitaâ* (Questions essentielles sur la Chine contemporaine), Moscou, Politizdat, 1988, p. 156-158.

identité de vues. L'expérience réelle de ces pays n'est pas homogène, on peut l'évaluer différemment. Mais étant donné la force des stéréotypes, des traditions, des préjugés, la situation oblige à recourir à des innovations hardies, révolutionnaires.

Deux faits apparaissent avec un relief particulier : d'une part, la diversité des approches faites par chaque pays, et, d'autre part, l'interaction grandissante des formes nationales des transformations entreprises. Bien que ces pays soulignent fréquemment la spécificité de leurs réformes et mettent en garde contre la copie mécanique qui pourrait en être faite, il est possible d'établir des généralisations.

### UN NOUVEAU MODÈLE D'ÉCONOMIE SOCIALISTE

Les grandes lignes des changements apparaissent assez clairement aujourd'hui. Signalons d'abord le passage d'une administration, fondée sur la mobilisation et le commandement autoritaire à des méthodes économiques qui tiennent compte des intérêts des entreprises, des collectifs de travail et des travailleurs. La contrainte d'ordre extra-économique n'est plus la norme, mais une exception dans la gestion. Ainsi se libère le potentiel créateur de la société, sont mis en œuvre les intérêts personnels et collectifs qui constituent la force motrice du progrès. L'économie s'affranchit des rigidités passées dues à une réglementation excessive, acquiert la flexibilité et la capacité de s'adapter plus rapidement aux changements techniques, à la demande sur le marché intérieur et sur les marchés mondiaux.

Dans les nouveaux mécanismes de gestion, le processus de prise de décision est décentralisé : des droits et compétences importants sont délégués du haut vers le bas. Ce processus est fondé sur un large développement de l'économie marchande, des relations de marché, de l'autonomie financière, qui permettent aux entreprises de travailler sur une base d'autofinancement et d'équilibre budgétaire. Ainsi se modifie l'idée, héritée du passé, d'une réglementation planifiée de la vie économique à partir d'un centre qui assigne des tâches obligatoires, exécutées à n'importe quel prix, même au détriment des intérêts des producteurs et des consommateurs. L'expérience permet de soutenir que si l'on utilise le marché et la monnaie, les normes et règles de planifi-

cation établies par l'Etat, loin de perdre leur efficacité, la renforcent. L'expérience de remplacement d'un plan directif par un plan indicatif est déjà réalisée en Hongrie et en Chine. Cette planification permet d'améliorer les indices qualitatifs du développement, d'intensifier celui-ci, car elle libère l'initiative et l'esprit d'entreprise des organisations économiques, augmente leur responsabilité matérielle vis-à-vis de leur rentabilité.

Bien que la majorité des pays socialistes soit en train de libéraliser l'activité économique, l'équilibre entre la démocratie et le centralisme n'a pas encore été totalement déterminé. Il subsiste des différences importantes, liées aux particularités de la situation économique et à la politique des pays. Les faits mêmes imposent cependant impérativement de renforcer les bases démocratiques du fonctionnement de l'économie socialiste.

L'expérience de la Hongrie, de la RDA, de la Tchécoslovaquie, de la Chine dans la gestion de l'agriculture, des industries légères et alimentaires, des services, témoigne des avantages indiscutables des méthodes économiques sur les méthodes administratives. Ce n'est pas un hasard si, dans une série de pays, l'agriculture a servi de point de départ pour les réformes et l'application des mécanismes de marché. Les succès obtenus dans ce secteur ont eu des répercussions assez rapides sur le niveau de vie des populations, ont préparé le terrain pour l'introduction des méthodes économiques de gestion dans les autres secteurs.

Les changements actuels dans les rapports de propriété permettent de parler d'un nouveau modèle de socialisme. Ces rapports sont libérés des déformations bureaucratiques, se trouvent en correspondance avec le niveau réel de socialisation des forces productives. La pratique de nombreux pays socialistes montre qu'il est rationnel de combiner différentes formes de propriété sociale des instruments et moyens de production avec la propriété individuelle, familiale, de petits groupes. Tout en conservant le rôle dirigeant de la propriété sociale, on peut admettre différentes formes mixtes : propriété étatique-coopérative, propriété étatique-privée, propriété étatique-capitaliste (avec des capitaux étrangers), etc.

Cette diversité répond aux exigences de la loi de la correspondance des rapports de production et du niveau des forces productives. Si par nature celles-ci ne sont pas et ne doivent pas être importantes, ni connaître un haut degré de concentration, leur appropriation par l'Etat ou par le peuple tout entier reste

formelle. A la place de la socialisation apparaissent, en fait, des structures bureaucratiques inutiles, qui abaissent l'efficacité de la production. Il n'y a plus de dépendance directe et naturelle entre la propriété et l'appropriation des résultats de son utilisation, alors que cette relation constitue la base même des rapports de propriété. Si la possession des moyens de production n'est aucunement liée à l'appropriation des biens, à l'augmentation de la consommation et des revenus, alors, elle perd toute signification. Dans ce cas, on considère que la propriété d'Etat n'est en fait « celle de personne » ; c'est un phénomène assez répandu. L'incurie, le gaspillage se développent, quand personne ne se soucie du bien public.

La restructuration des rapports de propriété est appelée à éliminer l'aliénation du producteur vis-à-vis des moyens de production, à assurer le bien-être du collectif et de chaque travailleur pris séparément, en liaison avec le contenu et la dimension de la propriété sociale. L'autofinancement, l'équilibre budgétaire et l'autogestion des entreprises dissocient, en fait, les fonctions de propriétaire et de gestionnaire des moyens de production. Tout se passe comme si la propriété d'Etat était dévolue aux entreprises qui répondent matériellement de son utilisation efficace et de son accroissement. Etant à la fois sous le contrôle de l'Etat et dans les mains du collectif — qui dispose d'une large indépendance économique — la propriété trouve son patron concret : le collectif de travail<sup>1</sup>.

La forme coopérative de propriété implique également une relation de « patron » à son bien. Fondées sur une libre union des moyens de production et sur le travail collectif, la démocratie totale et l'indépendance dans la gestion, sur des relations de marché avec l'économie dans son ensemble, les coopératives possèdent des possibilités de développement importantes. L'expérience de nombreux pays socialistes témoigne du rendement de ces coopératives dans l'agriculture, l'industrie, le commerce, les transports, les services. Ainsi s'expliquent la renaissance et l'épanouissement de la propriété coopérative, sous son apparence véritable, non altérée par une étatisation partielle. Il n'est pas rare que des entreprises d'Etat soient rachetées par leurs travailleurs et se transforment en coopératives.

1. Abalkin (L.I.), « Opiraàs na uroki prošlogo » (En s'appuyant sur les leçons du passé), *Kommunist (Moskva)*, 16, 1987.

Dans plusieurs pays, la location de petit équipement et de locaux d'Etat à des coopératives, des familles, des particuliers, permet d'améliorer de façon significative le commerce et les services proposés aux populations, de mieux satisfaire leurs besoins, notamment dans le secteur de l'alimentation collective. Il faut superposer un contrôle économique, étatique ou autre, à ces types d'activité, afin de prévenir tout abus ou perception de revenus illégaux.

La combinaison des différentes formes de propriété invite à étudier dans quelle mesure chacune d'entre elles stimule l'activité créatrice des individus, permet d'accélérer la croissance de la production et d'augmenter son efficacité. Les formes de propriété sont déterminées, non par des postulats abstraits, théoriques, mais par les conditions qui concilient réellement les intérêts personnels et sociaux, étatiques et locaux, sectoriels et concernant le peuple tout entier. Les erreurs du passé mettent en garde contre toute étatisation formelle ; celle-ci entraîne inévitablement des blocages et engendre le bureaucratisme, les superstructures multiples, qui commandent tout et ne sont matériellement responsables de rien.

Du développement de la pratique et de la recherche théorique dans plusieurs pays socialistes, on peut déduire que la restructuration est liée à la reconnaissance des relations marchandes et monétaires, de la loi de la valeur, d'un marché régulé par le plan. On considère de plus en plus la production planifiée socialiste comme une production marchande par nature. On oppose plus rarement le plan au marché, qui fait partie intégrante de l'économie planifiée. Celle-ci exige, non des relations pseudo-marchandes — dans lesquelles la monnaie remplit le rôle formel d'unité de compte — mais un commerce réel et une monnaie à part entière qui serve effectivement de moyen de paiement. La loi de la valeur doit réguler les échanges et les prix, non pas en théorie, mais en fait. La planification étatique doit objectivement tenir compte des variables macro-économiques monétaires, qui jouent un rôle essentiel dans le processus de reproduction.

Aujourd'hui, le nouveau modèle d'économie socialiste doit être orienté vers les consommateurs, vers le marché. Celui-ci, régulé par le plan, doit occuper la place qui lui est assignée, renforcer tous les mécanismes qui lui sont propres. Dans plusieurs pays, on a décidé de créer un marché vraiment généralisé où se rencontreront non seulement la demande solvable de la popula-

tion et l'offre de biens et services de consommation, mais aussi la demande et l'offre des moyens de production dans le cadre d'un commerce de gros.

La fonction principale du marché est de faire apparaître la valeur d'usage réelle, c'est-à-dire la valeur même des biens et services, et d'objectiviser les rapports de prix. Il faut, en effet, éviter le volontarisme, et parfois l'arbitraire brutal de l'Office des prix, des ministères. Afin que cette fonction soit remplie, les dimensions du marché doivent être suffisamment importantes, l'acheteur doit occuper une position dominante. Il est impossible de séparer le marché socialiste du marché mondial ; il faut que le volume des échanges et les moyens de transport se développent.

Les règles de fonctionnement du marché socialiste doivent être fixées par l'Etat. Celui-ci répartit ses commandes en fonction du plan, contrôle les prix dans des limites déterminées, régleme l'émission de la monnaie et le volume des crédits, détermine le taux de change. Il doit avoir suffisamment de leviers d'action sur le marché, sans pouvoir évacuer l'essence même des relations marchandes. Les lois du marché exigent la confrontation de l'offre et de la demande, la liberté des participants aux échanges lors de la prise de décision, la compétition entre les agents. Dans le système socialiste aussi, le diktat du producteur qui occupe une position de monopole sur le marché déforme les relations marchandes et monétaires, affaiblit l'influence du marché sur la baisse des coûts de production et l'élévation de la qualité.

Le nouveau modèle de l'économie socialiste est orienté vers la réduction des coûts de production et de circulation, l'élévation de la productivité du travail social. C'est là que réside le sens véritable du passage d'un type extensif à un type intensif de développement. Malheureusement, l'Etat s'est consacré jusqu'ici surtout à satisfaire les besoins de l'économie en certains produits. Si, lors de la régulation par le plan, on met l'accent sur la satisfaction des besoins, sans prendre en compte les coûts, une partie des besoins planifiés se trouve inévitablement non satisfaite, par suite d'une pénurie du fonds de travail total<sup>1</sup>. Lorsque l'on privilégie la production de marchandises sans tenir compte des

1. « Fonds de travail total » : signifie ensemble des ressources nécessaires à la production. Il se compose du travail vivant (ensemble des ressources de main-d'œuvre à un moment donné, ou stock auquel correspond un flux de temps de travail pendant une année donnée), et du travail incorporé dans les biens de production qu'il a permis de produire (M.L.).

dépenses de travail socialement nécessaires, il se crée un terrain favorable au gaspillage, à la hausse des prix, à l'accroissement des stocks. De là provient, dans l'économie socialiste de type extensif, la pénurie chronique des principaux produits. Il devient absolument essentiel, si l'on veut accélérer la croissance, d'observer au niveau macro-économique la loi de l'économie de temps, ce qui équivaut à une maximisation du revenu national, sous contrainte de ressources<sup>1</sup>. Les pays socialistes s'efforcent, à l'heure actuelle, d'éliminer les mécanismes contribuant à gonfler abusivement les coûts qui grèvent la production et la construction. Chaque cellule de la société doit se sentir tenue d'élever son efficacité et sa rentabilité. Dans ce but, on renforce le rôle des régulateurs et des critères monétaires dans la gestion de l'économie<sup>2</sup>.

Autre caractéristique de la restructuration en cours de l'économie socialiste : on veut éliminer progressivement le nivellement des salaires, l'affectation administrative des matières premières rares aux entreprises, avec une redistribution de leurs revenus et de leurs pertes. La répartition des revenus s'affranchit de plus en plus des déformations liées à l'intervention administrative, obéit à ses propres lois internes.

Dans la majorité des pays socialistes, on développe la différenciation des revenus des travailleurs en fonction de la qualité, de la quantité, et de l'importance de leur travail pour l'économie. Il faut renoncer à établir des plafonds artificiels pour la rémunération d'un travail qui se distingue par une intensité particulière et nécessite habileté et soin. La rémunération des travailleurs est en même temps de plus en plus dépendante de l'activité de tout

1. Bogomolov exprime ici la même chose, dans une autre terminologie, que l'économiste hongrois Kornai : l'économie socialiste traditionnelle est contrainte par les ressources parce que la planification pose comme objectif le développement de la production (« on met l'accent, dit Bogomolov, sur la satisfaction des besoins » évidemment tels qu'ils sont appréciés par le plan). Une économie de marché est contrainte par la demande, c'est-à-dire par la quantité de monnaie dont disposent les agents économiques ; les producteurs recherchent donc l'économie de coûts et la rentabilité. Les « dépenses de travail socialement nécessaires » représentent les coûts, en termes de travail vivant et passé, admis par la société en moyenne à un moment donné et dans un état donné de la technique (« travail passé ») pour la production d'un bien donné (M.L.).

2. Evstigneev (R.N.), *SEV : peredovoj opyt planirovaniâ i kozâjstvovaniâ* (Le CAEM : une expérience d'avant-garde de planification et de gestion de l'économie), Moscou, Znanie, 1987, p. 29-47.



le collectif, d'une exploitation efficace des moyens de production qui lui ont été alloués : la terre, les bâtiments, l'équipement.

La couverture des pertes des entreprises qui travaillent mal par les revenus de la société tout entière, contredit la loi de la répartition selon le travail et viole la justice sociale. Aussi, on révisé toute une série de mécanismes : fiscalité, financement budgétaire, octroi de crédits, affectation administrative de matières premières en pénurie, constitution des fonds de développement et de stimulation matérielle dans les entreprises. On met fin au volontarisme dans les rapports de répartition et le rôle des critères économiques objectifs s'accroît. Les biens produits par l'économie nationale doivent être disponibles là où leur utilisation entraîne l'effet économique et social maximal. Les Etats socialistes ferment de plus en plus souvent les entreprises déficitaires qui n'arrivent pas à se rétablir et dirigent la force de travail ainsi libérée — après le recyclage nécessaire — vers d'autres secteurs d'activité, afin qu'elle soit utilisée efficacement.

Déterminer une dépendance indiscutable entre le salaire et la productivité n'est pas une tâche aisée. On essaie de mettre au point des mécanismes de marché autorégulateurs qui, dans toutes les circonstances, incitent matériellement les travailleurs et les collectifs de travail à augmenter la productivité et à améliorer la qualité du travail. C'est là le gage des mutations futures.

Les changements décrits ici ne sont pas encore devenus des faits ; ils apparaissent pour une grande part comme des tendances. Mais la probabilité d'un développement dans cette direction est particulièrement élevée, car il n'y a pas d'autre alternative.

#### LA POLITIQUE STRUCTURELLE ET LES TAUX DE CROISSANCE

Dans tous les pays socialistes, le progrès technique figure au premier plan de la stratégie économique. La technique d'avant-garde, le passage à de nouvelles technologies sont capables d'assurer une croissance significative de l'efficacité de la production. Mais il faut, au préalable, investir des sommes considérables dans le renouvellement des fonds fixes productifs, dans le développement des industries mécaniques, de l'électronique. Il est

important de déterminer correctement les priorités lors de la répartition des investissements, car les erreurs de calcul dans la politique structurelle coûtent cher à l'économie nationale.

Tant que les fonds d'investissement dans les pays du CAEM seront limités, par suite d'un développement lent et extensif jusqu'à ces dernières années, il est primordial d'utiliser d'autres facteurs de croissance qui n'exigent pas de nouveaux investissements ou de la main-d'œuvre supplémentaire. On peut, par exemple, augmenter le rendement des investissements, en modernisant en priorité les capacités de productions existantes, mais sans faire de nouvelles constructions, en économisant les ressources matérielles et l'énergie, mais sans augmenter — si on le peut — l'extraction de matières premières et de combustibles.

Les pays du CAEM peuvent augmenter leur production, s'ils économisent les matières premières, l'énergie et la main-d'œuvre. Ils disposent même d'importantes réserves pour élever la productivité du travail, s'ils renforcent la discipline, améliorent l'organisation, développent les stimulants moraux et matériels. Aider à découvrir ces réserves, tel est le but des réformes mises au point à l'heure actuelle dans les systèmes de gestion. Mais le succès de ces réformes sera limité si elles ne s'accompagnent pas d'une politique structurelle correcte, si elles ne sont pas renforcées par une stratégie mûrement réfléchie en ce qui concerne la croissance et la répartition des investissements.

Dans la politique structurelle, une attention prioritaire est accordée aux points suivants : liquider les goulots d'étranglement dans l'économie, surmonter le retard d'un certain nombre de secteurs, comme les industries mécaniques, l'électronique, les transports, la construction, les communications, et dans plusieurs pays, l'agriculture, les industries légères et alimentaires, les services.

Ce retard est responsable des pénuries chroniques en biens et services qui freinent le passage à l'utilisation des relations marchandes et obligent à conserver les systèmes administratifs de répartition des biens en pénurie.

Les difficultés d'approvisionnement constituent l'une des causes principales de la faible efficacité de la production. Dans tous les pays socialistes, on constate avec une acuité plus ou moins forte une non-correspondance entre les flux monétaires et de crédit et les flux de marchandises.

Théoriquement, l'économie socialiste est immunisée contre l'in-

flation : en fait, des tendances inflationnistes se sont développées dans de nombreux pays socialistes. En Yougoslavie et en Pologne, elles ont même pris des proportions importantes. Elles n'ont pas épargné l'Union soviétique. Alors que les phénomènes de stagnation se sont accumulés dans l'économie soviétique, peu à peu le danger inflationniste est apparu. Maintenant, dans le cadre de la réforme, il faut l'écartier. Dans l'économie soviétique, où il n'y a pas de marché au sens propre, où les prix sont établis et contrôlés d'en haut, le processus inflationniste s'est manifesté, non selon le schéma classique, mais sous la forme d'une pénurie considérable de marchandises dans le commerce de détail, avec l'accumulation d'une demande différée non satisfaite (mesurée par le montant des dépôts dans les caisses d'épargne et les encaisses liquides). De même, les entreprises ne peuvent pas toujours se procurer les marchandises nécessaires contre leurs moyens monétaires propres ou d'emprunt.

La pénurie sur une longue période entraîne naturellement une hausse des prix. Ceux-ci ont augmenté, à la fois sur les marchés kolkhoziens et à travers des hausses planifiées dans le commerce de détail d'Etat ; ils ont crû également pour les machines, l'équipement et les matières premières. Parallèlement, le pouvoir d'achat du rouble est tombé. Il s'est même déprécié davantage que n'ont augmenté les prix, dans la mesure où l'impossibilité de convertir librement et inconditionnellement des roubles en marchandises diminue encore la valeur de la monnaie.

Certaines conséquences de ce phénomène ont été compensées par l'élévation des salaires nominaux, des pensions et autres transferts sociaux, par une augmentation des logements d'Etat gratuits, des services communaux à prix réduit. Mais l'inflation a engendré des problèmes, a heurté les intérêts de différentes couches de la population — notamment celles qui ont des revenus fixes. La spéculation sur les marchandises en pénurie s'est développée. Une impulsion supplémentaire a été donnée au développement de l'« économie souterraine », la différenciation sociale s'est accentuée, l'irrationalité de la structure de la consommation a été aggravée.

Les aspects négatifs du processus inflationniste sont connus, mais la situation actuelle ne permet pas aux pays du CAEM de les corriger rapidement. En Union soviétique, il existe un retard historique — et qui n'est plus aujourd'hui justifié — de l'agriculture, des industries légères et alimentaires, des services, en fait

de tous les biens et services dont l'offre devrait satisfaire la demande de la population, alimentée par les revenus distribués. Il est difficile de corriger ce dysfonctionnement en un tournemain, mais on cherche à le faire. Les pays du CAEM essaient d'éliminer les tendances inflationnistes, en corrigeant les distorsions macro-économiques et en instituant dans les entreprises le principe de l'équilibre budgétaire et de l'autofinancement, en supprimant les dotations budgétaires. Le contrôle est renforcé afin qu'il y ait une correspondance rigoureuse et totale entre la consommation et le travail. On lutte contre les dépenses budgétaires improductives — notamment celles qui sont engendrées par un appareil administratif pléthorique. Afin d'assurer l'équilibre économique indispensable, plusieurs pays membres du CAEM ont été contraints de limiter la croissance des revenus réels de la population, les investissements, de modifier les priorités dans la répartition des investissements.

Dans les pays du CAEM, si l'on en juge d'après les plans quinquennaux et les résultats obtenus au cours des années 1986-1987, on assistera non pas à une hausse, mais à une baisse des taux de croissance, par rapport au quinquennat précédent ; les conditions préalables à une dynamisation du développement économique seront mises en place progressivement.

Les perspectives d'accélération des taux de croissance sont au centre des préoccupations des pays du CAEM. Si l'on entend par taux les accroissements relatifs du revenu national, c'est-à-dire la croissance réelle des ressources mises à la disposition de la société, la grandeur de ces taux est assurément un critère essentiel du progrès socio-économique. Une reproduction élargie dynamique répond aux intérêts primordiaux des travailleurs, aux exigences des lois économiques du socialisme<sup>1</sup>. Ce qui compte, bien entendu, ce ne sont pas les taux en eux-mêmes et à n'importe quel prix. Personne ne souhaite répéter les exemples historiques de « bond en avant » à des taux atteints à un prix excessif : baisse de la qualité de la production, non-renouvellement en temps voulu des fonds fixes ou renonciation au développement de certains secteurs tels que les industries extractives, l'agriculture, les industries légères, les transports...

1. *Mirovoe socialističeskoe hozajstvo. Voprosy političeskoj ekonomii* (L'économie socialiste mondiale. Questions d'économie politique), Moscou, Ekonomika, 1988, p. 250-254.

La hausse des taux doit résulter de l'intensification et du rétablissement de l'équilibre économique ; tous les autres facteurs de la croissance doivent être intensifiés, y compris les facteurs sociaux et moraux. Cette orientation stratégique conserve aujourd'hui toute son importance. C'est dans cette perspective qu'il faudra évaluer l'efficacité de l'activité économique dans les pays socialistes sur une période de deux ou trois quinquennats.

L'élévation du niveau de vie en général, l'augmentation de l'offre de produits alimentaires et de biens de consommation, l'extension des services sont des objectifs prioritaires pour les pays socialistes. Ils constituent à la fois le but principal et la condition préalable à tout développement dynamique et équilibré. Les travailleurs sont la force productive essentielle de la société socialiste. Aussi l'élévation de leur culture, de leur qualification professionnelle, l'amélioration des services médicaux, des conditions de leur vie quotidienne, et la satisfaction de plus en plus complète de leurs besoins matériels et spirituels sont-elles indispensables à l'augmentation constante de la qualité du travail, et par suite à celle de la productivité. Cette vérité commence à être reconnue par tous.

La consommation personnelle ne peut croître que dans la mesure où augmentent la productivité du travail et l'efficacité de l'économie nationale dans son ensemble. La croissance de la consommation — s'il y a une organisation correcte des salaires — a toujours constitué un stimulant actif à l'élévation de la productivité. Aussi a-t-on pris des mesures afin d'utiliser davantage ce stimulant, à la fois dans la politique économique actuelle et dans celle qui est prévue pour les prochaines années.

En Union soviétique et dans une série d'autres pays socialistes, la dynamisation de la croissance et l'élévation de l'efficacité économique sont liées à la fois à la restructuration en cours dans ce domaine, et aux transformations dans le système des rapports sociaux. Chaque citoyen doit se sentir le patron, le copropriétaire des biens publics ; il doit être responsable de la gestion des affaires sociales. Il est indispensable de développer la gestion collective de la propriété sociale et de toute la vie sociale, d'approfondir la démocratie socialiste. Il est difficile d'évaluer aujourd'hui quantitativement l'influence que revêt pour les pays socialistes l'introduction de mécanismes nouveaux de gestion sociale. Il est encore plus malaisé de mesurer l'effet économique des changements dans le rapport de l'individu au travail ; ils

découlent de l'épanouissement progressif de la démocratie socialiste et de la justice sociale. On peut dire que les réformes politiques jouent un rôle aussi important dans l'accélération du développement que les techniques et les technologies nouvelles.

## LA TRANSFORMATION DE LA SUPERSTRUCTURE POLITIQUE

Pendant longtemps, le perfectionnement du socialisme a été lié exclusivement au développement de sa base matérielle et technique. Plus tard, on a compris la nécessité de transformer les rapports économiques et les mécanismes de gestion. Maintenant, de nombreux pays socialistes ressentent le besoin de restructurer les mécanismes politiques et les rapports sociaux, sinon les changements apportés à la technique et à l'économie pourraient rester à l'état de vœux pieux. Les changements effectués par ces pays témoignent de l'apparition d'une approche nouvelle de la vie politique. Le premier rôle revient non seulement aux collectifs, mais à la personne, à son épanouissement, à ses droits et libertés. Parmi les orientations essentielles, il faut mentionner le principe de l'autogestion, le consensus social, une discipline consciente, une autorité morale plus grande de la politique en tant que telle, et pas simplement du pouvoir administratif.

L'économie a besoin de décisions rapides, d'une adaptation souple à des conditions qui changent, de dirigeants capables et doués. Elle se révolte contre le bureaucratisme, l'arbitraire, l'irresponsabilité collective et l'incompétence, qui ont souvent prédominé dans les administrations. Elle exige des procédures démocratiques pour les décisions essentielles, la responsabilité personnelle, le renforcement du contrôle social sur l'activité administrative, qui seules peuvent effectivement prémunir contre les fautes et les erreurs d'évaluation. On a remarqué également ceci : quand l'atmosphère politique est favorable aux innovations, à la mise en avant d'idées hardies, à l'éclosion des talents, stimule l'esprit d'entreprise, l'envie de prendre des risques et punit le manque d'initiative et le conservatisme, le rythme du progrès économique, scientifique et technique s'accélère.

Des difficultés que traversent plusieurs pays socialistes, on peut tirer encore une leçon : il est impossible de gérer l'économie par

des méthodes qui ne lui soient pas propres, en développant constamment l'appareil bureaucratique et en renforçant la contrainte administrative. Il est inadmissible de transformer la superstructure en mécanisme de freinage. Sa fonction économique essentielle est de contribuer à l'épanouissement complet des capacités de la principale force productive, l'homme, d'assurer le perfectionnement permanent de tous les rapports d'organisation.

Les réformes de la superstructure politique ne sont pas dictées uniquement par les besoins de l'économie. Il faut tenir compte des nouvelles réalités, du fait que le niveau de conscience sociale a augmenté, que de nombreuses interactions se sont compliquées. Contrairement aux théories anciennes sur le degré de maturité atteint par le socialisme, sa structure sociale ne s'est pas simplifiée, elle est au contraire devenue plus complexe. Sous la pression de la réalité, les représentations utopiques sur l'absence de problèmes et de conflits, sur la possibilité d'obtenir l'unanimité sur toutes les questions, ne sont plus de rigueur aujourd'hui. Il est devenu clair qu'en se développant le socialisme rejette l'uniformité, qu'on ne saurait avoir un modèle unique à la fois à l'intérieur de chaque pays et dans le système socialiste. Au contraire, les processus sociaux deviennent toujours plus diversifiés, les structures socio-économiques plus complexes, les intérêts des différents groupes et couches sociales plus nombreux, la vie intellectuelle plus riche. La réalité porte, comme le reconnaît l'éminent politologue américain A. Schlesinger, coup sur coup « au mythe entretenu par les forces de droite sur le communisme considéré comme une société totalitaire monolithique, uniforme — du point de vue de ses dogmes et de leur utilisation pratique —, ne prenant pas en compte les changements et vicissitudes de l'histoire, incapable de changer ».

Les décisions du XXVII<sup>e</sup> congrès, la session plénière de janvier 1987 du comité central du PCUS et la XIX<sup>e</sup> conférence du parti de juin 1988 ont tracé les grandes lignes de la restructuration politique, c'est-à-dire l'épanouissement futur de la démocratie socialiste. Cette voie est suivie avec attention par de nombreux autres pays socialistes.

En perfectionnant leur système politique, les gouvernements s'efforcent de trouver des mécanismes capables de prendre en compte le pluralisme des intérêts, d'orienter ceux-ci vers un dénominateur commun déterminé, d'élargir la base du consensus social. Les crises qui se sont produites dans plusieurs pays ont

montré qu'il est dangereux d'étouffer les contradictions sociales, sans les laisser s'exprimer librement. Dans tous les pays socialistes, on essaie de mieux assurer l'activité des organes représentatifs, des fronts populaires et nationaux — rassemblant les partis et les organisations sociales dans les républiques —, de la rendre plus diversifiée et plus efficace, en correspondance avec les besoins pratiques, d'améliorer la préparation des décisions politiques. On fait davantage appel aux différentes formes d'expression directe du peuple : référendums nationaux et locaux, sondages. L'idée de créer des groupes de travail parallèles pour découvrir des alternatives politiques et économiques fait son chemin. On essaie de trouver des mécanismes conciliant les intérêts nationaux<sup>1</sup>.

Dans certains pays socialistes, on a créé des institutions nouvelles (institutions culturelles, politiques ou écologiques), des associations informelles, des fondations, des clubs politiques, des organes consultatifs officiellement reconnus par la loi... Ces innovations ne remettent pas en cause les objectifs politiques de la société socialiste, mais les structures démocratiques s'enrichissent grâce à elles et permettent à tous les citoyens et à leurs associations — qui reconnaissent et observent les principes de la Constitution — d'exprimer plus librement leurs vues, de participer au dialogue avec l'Etat et le parti, de proposer des alternatives, de défendre leurs intérêts et leurs droits. On reconnaît à l'heure actuelle, en théorie et en pratique, le pluralisme socialiste qui implique non le « libre jeu » des forces politiques mais un élargissement du consensus, la mise au point et la discussion d'alternatives politiques s'appuyant sur les principes fondamentaux du socialisme.

L'un des traits déterminants de la démocratie est la *glasnost*, qui met à nu, devant l'opinion publique et sous son contrôle, les aspects essentiels de la vie de la société, du parti, de l'Etat et de ses organes. Les moyens d'information de masse constituent un promoteur énergique de la *glasnost*. Lorsqu'il est pleinement et objectivement informé, l'individu peut être un participant conscient et actif de la vie politique et économique, prendre des décisions dans des structures autogestionnaires.

A présent, le mot *glasnost* est utilisé dans le monde entier sans

1. Ševcova (L.F.), *Politsistema socializma : puti soveršenstvovaniâ* (Le système politique socialiste : les voies de son perfectionnement), Moscou, Nauka, 1987, p.137-175.

traduction, ce qui témoigne du sérieux des changements qu'il a engendrés. Une connaissance large et globale de l'opinion publique et de ses problèmes, des discussions franches et l'échange d'opinions sur toutes les questions difficiles, font aussi partie de la vie politique dans les autres pays socialistes, notamment la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie. L'élargissement de la *glasnost* renforce l'autorité du pouvoir. Elle soutient l'activité des partis qui ont refusé la « propagande du succès », ont cessé de cacher leurs problèmes et erreurs d'évaluation, ont pris pour arme la vérité, même si elle n'est pas toujours agréable.

L'électivité et la limitation du mandat des cadres dirigeants du parti et de l'Etat confère un nouveau visage au démocratisme socialiste. Dans certains cas, cela se fait avec détermination et persévérance, dans d'autres, prudemment et à petits pas. Mais il est clair que de tels mécanismes revêtent une importance fondamentale pour le renouvellement du système politique.

On contrôle davantage la légalité des actes des agents publics et de l'appareil, ainsi que la constitutionnalité des décisions prises. On accorde de plus en plus d'attention à la garantie effective des droits et libertés des citoyens : dans plusieurs pays agissent des « défenseurs sociaux » et des commissions spéciales pour la défense des droits civiques.

La restructuration politique de la société implique que l'on réexamine les méthodes de travail du parti et l'affirmation de son rôle dirigeant. Comme en témoigne la pratique de plusieurs pays socialistes, l'analyse critique des relations mutuelles entre le parti et l'Etat, le parti et la société tout entière, revêt une actualité particulière. Plusieurs partis se sont rendu compte de l'affaiblissement de leurs relations avec les masses et des crises qu'il engendre, et en ont tiré les conclusions. Grâce aux discussions et aux expérimentations sociales, de nouveaux moyens d'action apparaissent ; ils doivent permettre d'élever la direction du parti au niveau des exigences actuelles. On étudie toutes ces questions en Pologne, en Yougoslavie, en Bulgarie, en Hongrie et en Chine.

Dans plusieurs pays, on révisé les méthodes de gestion de l'Etat par le parti qui ne correspondent pas aux besoins actuels. L'appareil du parti a, en effet, fréquemment monopolisé tous les pouvoirs, dans un passé proche — à la fois sur le plan national et local. Il a souvent décidé en dernier ressort, sur des questions entrant dans la compétence d'organes de l'Etat. Ceux-ci se transforment alors en simples exécutants d'ordres venus d'en haut. Il

arrive encore, à l'heure actuelle, que des membres du parti interviennent et ordonnent à tout propos, sans pour autant être tenus responsables des erreurs qu'ils commettent. Le bureaucratisme et le formalisme ont pris racine dans les appareils du parti et de l'Etat : une atmosphère favorisant le pouvoir autocratique d'un petit groupe d'individus, parfois d'un seul, s'est développée.

Renforcer la direction du parti ne signifie pas, aujourd'hui, doubler ou contrôler le travail des différents mécanismes administratifs, mais élever son influence idéologique et politique. Le parti doit élaborer une politique qui réponde à ses principes fondamentaux : il doit développer l'activité idéologique et politique dans les masses, notamment parmi la jeunesse, créer le climat moral politique et idéologique nécessaire pour atteindre les objectifs fixés. Il forme et choisit les dirigeants les plus capables et doués d'autorité. Dans le cadre de la restructuration, la principale activité du parti ne doit plus être le contrôle tatillon de l'appareil d'Etat, mais la mise en œuvre des grandes orientations politiques. L'autorité personnelle des communistes est un moyen essentiel de développer l'influence du parti.

Ces conceptions suscitent toujours un grand intérêt dans les pays socialistes : elles enrichissent l'arsenal des idées et constituent une expérience concrète de renouvellement du système politique socialiste.

## L'OUVERTURE AU MONDE EXTÉRIEUR

Les pays socialistes mettent en place une réforme radicale, qui intègre la globalisation et l'internationalisation des différents aspects de la vie sociale. L'interdépendance des pays s'accroît, dans une politique qui affronte le problème de la survie de l'humanité et de la prévention de son autodestruction par les armes nucléaires, dans une économie où la division du travail et les échanges sont devenus une condition essentielle de la croissance, dans une culture où l'on enregistre un enrichissement intensif des peuples, en connaissances et valeurs intellectuelles. Un phénomène nouveau se développe, caractérisé par l'accroissement des communications entre les pays, la diffusion rapide des résultats techniques et des informations. Le monde apparaît désormais comme un tout, indivisible, le progrès socio-écono-

mique s'accélère. Il est clair que le perfectionnement du système socialiste doit prendre en compte ce processus global d'internationalisation.

Toutefois, les pays socialistes sont encore insuffisamment entraînés dans ce processus. La faute n'en revient pas uniquement à l'hostilité politique des principaux pays capitalistes. Des problèmes économiques intérieurs subsistent, la réaction à la nouvelle situation internationale se fait lentement. La part des pays socialistes dans le commerce mondial ne correspond pas à leur potentiel productif, scientifique et technique. Les taux d'accroissement des échanges extérieurs — y compris du commerce entre les pays socialistes — sont plus faibles que dans les pays industriels occidentaux. Les échanges culturels et scientifiques sont très insuffisants par rapport aux critères mondiaux.

Aussi la société socialiste doit-elle s'ouvrir vers la communauté internationale si elle veut se renouveler et se perfectionner. La Yougoslavie, la Hongrie, la Chine suivent de très près cette voie : elles s'efforcent d'accroître leur compétitivité économique sur les marchés extérieurs, et d'utiliser pleinement les avantages de la division internationale du travail. L'Union soviétique et plusieurs autres pays socialistes prennent des mesures énergiques afin de donner un nouvel essor à leurs relations économiques extérieures.

L'existence de systèmes sociaux différents ne justifie pas l'isolement. Rester à l'écart des échanges internationaux signifie rester en arrière. Les pays du CAEM fournissent une partie très importante de la production industrielle et de la production agricole mondiales, mais ils demeurent très en retard pour les produits de haute technologie. Leurs possibilités sont limitées dans de nombreux secteurs si l'on prend en compte le niveau technique et les coûts de production. La division internationale du travail et la coopération sont absolument indispensables.

Les pays socialistes possèdent, à présent, un poids politique, économique et militaire suffisant ; ils ne craignent plus que leur participation à la coopération internationale ne les rende dépendants de l'Ouest. Cette participation constitue pour eux un moyen essentiel de progresser, de développer la confiance entre des pays à systèmes sociaux différents, d'assurer la coexistence pacifique.

Des prémisses particulièrement favorables existent aujourd'hui et doivent permettre à ces pays — qui ont beaucoup de choses en commun dans leur approche des problèmes économiques et politiques — de développer leurs échanges. Cela concerne tout

d'abord les pays du CAEM. Les économies nationales connaissent déjà un certain degré d'interdépendance (la valeur des produits et des services échangés dans le cadre du CAEM constitue près du cinquième du revenu national global des pays membres), et le développement de chacune d'entre elles dépend du progrès de leur coopération. La Bulgarie, la Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie envoient sur le marché des pays du CAEM entre 30 et 40 % des machines et équipements qu'elles produisent. Le niveau de développement des relations économiques extérieures, leur efficacité macro-économique varient dans les différents pays du CAEM. Toutefois, pour la plupart d'entre eux, la croissance ultérieure de leur économie est déjà conditionnée aujourd'hui par une augmentation du commerce extérieur et de la coopération dans la production, la science et la technique.

Les pays socialistes participent à des projets communs d'une importance telle qu'elle n'a pas d'équivalent dans la pratique mondiale. Il s'agit de pipelines transeuropéens, de lignes de transmission électrique, de centrales nucléaires, de combinats pour l'enrichissement du minerai, etc. A la différence de la Communauté économique, où la moitié des combustibles provient des pays tiers, la communauté des pays du CAEM assure elle-même à 95 % ses besoins en ressources énergétiques et en différentes matières premières absolument vitales.

Depuis les premières années d'existence du Conseil d'assistance économique mutuelle, et en particulier depuis l'adoption, en 1971, d'un Programme complexe d'intégration économique socialiste, les relations économiques reposent sur des bases solides. Les organes du CAEM ont acquis une grande expérience dans la concentration des intérêts et l'élaboration de projets communs. Cependant le niveau et les formes de coopération des pays du CAEM ne peuvent pas être considérés comme suffisants, si l'on tient compte du progrès du commerce et de la coopération à l'échelle mondiale. Les possibilités d'une action commune des pays socialistes dans l'économie, la science et la technique sont loin d'être utilisées pleinement.

Afin d'activer la coopération, des décisions ont été prises en juin 1984<sup>1</sup>, lors du Sommet économique des pays du CAEM.

1. *Ěkonomičeskoe sovešanie stran-členov SEV na vyššem úrovne* (La conférence économique des pays membres du CAEM au plus haut niveau), Moscou, Politizdat, 1984, p. 19-26.

Les participants ont décidé à l'unanimité d'adopter un type intensif de développement, de perfectionner les structures productives, d'utiliser rationnellement et de façon économe les ressources en matières premières et en main-d'œuvre. Ils ont accordé une attention particulière à l'élévation du niveau technique, à la fiabilité, à la longévité et à la qualité de la production, à l'élargissement de son assortiment, à l'augmentation des capacités exportatrices dans le secteur des industries de transformation.

Les pays du CAEM ont également confirmé leur aspiration à une égalisation progressive des niveaux de développement et, en particulier, à un redressement des niveaux atteints par le Vietnam, Cuba et la Mongolie par rapport aux pays européens du CAEM.

Les décisions de cette conférence proposent une réponse à la situation nouvelle qui s'est établie à la charnière des années 1970 et des années 1980 dans le développement de l'économie et de la coopération entre les pays du CAEM et dans les relations économiques Est-Ouest. Il est, en effet, apparu nécessaire d'élever l'efficacité, le niveau technique et la compétitivité de la production. Malgré les différences dans la situation concrète de chaque pays, un pas décisif dans cette direction est devenu la condition préalable de tout progrès ultérieur.

L'approfondissement de l'intégration au cours des années 1980 et 1990, la garantie d'une croissance dynamique du volume des échanges entre les pays du CAEM supposent que l'on élimine les barrières structurelles existantes dans la production et l'exportation.

Il est difficile d'assurer la dynamique nécessaire au commerce entre l'Union soviétique et les autres pays socialistes dans la division internationale du travail qui s'est établie et prédomine encore, et dans laquelle les ressources énergétiques et les matières premières de l'Union soviétique sont échangées contre des produits finis. Les possibilités d'augmenter à l'avenir les exportations soviétiques de matières premières et de ressources énergétiques sont limitées. Dans la majorité des cas, il ne peut être question que de maintenir le niveau atteint. En effet, il faut désormais exploiter des gisements éloignés du centre, moins rentables, augmenter les investissements, supporter des coûts de transport énormes. Le commerce mutuel ne peut croître aujourd'hui que grâce au développement de la spécialisation internationale et de la coopération pour la production de produits finis. Les pays du CAEM ont déjà acquis dans ce domaine une expérience certaine.

En témoignent des projets internationaux importants, comme la production d'ordinateurs, de matériel micro-électronique, des équipements pour les centrales nucléaires, des automobiles, des équipements de raffinage du pétrole. Maintenant est arrivé le moment où il est nécessaire d'aller plus loin.

L'élaboration, à la fin de l'année 1985, d'un Programme intégré pour le progrès scientifique et technique des pays du CAEM allant jusqu'à l'an 2000, constitue un jalon important sur cette voie. A l'aide de ce programme, les pays socialistes veulent augmenter de façon significative le rôle de la coopération mutuelle qui permet d'accélérer le progrès scientifique et technique et le progrès social. Il convient avant tout d'accroître la qualité, le niveau technique et la compétitivité de nombreux articles, d'élargir l'offre de marchandises en pénurie sur les marchés du CAEM. Au cours des années 1970 et 1980, le poids spécifique de produits répondant aux standards mondiaux n'a pas augmenté, celui des produits alimentaires et de biens de consommation a diminué.

La réalisation des objectifs que se sont donnés les pays du CAEM dépendra dans une large mesure des capacités d'exportation de l'industrie soviétique. Celle-ci joue, en effet, un rôle dirigeant dans tous les projets et programmes d'intégration. Il faut d'abord augmenter, en Union soviétique, les capacités exportatrices des industries mécaniques et d'autres secteurs appartenant aux industries de transformation, il faut aussi développer la spécialisation à l'exportation pour des productions qui soient à la fois modernes sur le plan technique et rentables sur celui de l'économie.

L'Union soviétique dispose de ressources considérables pour la recherche fondamentale et la recherche appliquée. Leur utilisation rationnelle permettrait d'exporter de nouveaux articles, de créer de nouveaux marchés, de renforcer considérablement l'influence technologique de l'Union soviétique. Cela deviendra possible avec le succès de la réforme économique et politique — qui exige encore du temps.

Il est évident, à l'heure actuelle, que le passage à un type intensif d'intégration est lié à un engagement de grande envergure dans l'activité économique extérieure des décideurs, des producteurs, des consommateurs de la production qu'échangent les pays du CAEM, c'est-à-dire les entreprises et unions de production. L'idée de liens directs, et même de l'organisation de firmes mixtes,

a déjà été exposée au début des années 1980 et a trouvé des partisans. A la fin de l'année 1986, à l'issue de la réunion au plus haut niveau des dirigeants des pays du CAEM, on a amorcé la mise au point pratique des mécanismes économiques et juridiques assurant ces liens directs. Le développement de ceux-ci et l'organisation de firmes mixtes permettent de dégager des réserves importantes pour la spécialisation internationale et la coopération, pour la solution en commun des problèmes techniques et scientifiques.

Afin de donner une impulsion nouvelle à l'intégration socialiste et d'activer simultanément la coopération, l'Union soviétique a procédé à la restructuration de la gestion de son activité économique extérieure. Celle-ci doit devenir une partie organique de la réforme radicale de tous les mécanismes économiques. Il faut éliminer la coupure entre l'industrie et le commerce extérieur, inciter les entreprises soviétiques à augmenter l'efficacité de leurs exportations et à élever le rendement de leurs importations.

L'Union soviétique, et également les autres pays du CAEM, prennent des mesures pour que les mécanismes nationaux relatifs à l'organisation et à la gestion de l'activité économique extérieure soient en concordance les uns avec les autres, pour que soient progressivement éliminés les obstacles bureaucratiques à une interaction plus étroite. Ainsi, on accroît les droits des entreprises et des unions de production : elles peuvent désormais établir entre elles des contrats de coopération, faire des échanges sans intermédiaire, créer des firmes communes. La restructuration des mécanismes internationaux de coopération, de l'activité des organes du CAEM est donc en cours<sup>1</sup>.

La coopération économique, scientifique et technique des pays socialistes repose sur l'existence d'une liaison politique étroite, qui assure la coordination de l'activité sur la scène internationale. Aujourd'hui, les tendances essentielles de la restructuration sont le renforcement de l'égalité des droits, de l'avantage mutuel et de la responsabilité réciproque, la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté de chaque participant à la solution des problèmes nationaux et internationaux. Une importance accrue est accordée à la politique, à l'analyse des besoins communs, à l'échange d'expériences sur la construction du socialisme. Les

1. Goldman (M.), *Gorbachev's Challenge*, New York, Londres, 1987 ; Brown (J.F.), *Eastern Europe and Communist Rule*, Londres, 1988.

pays socialistes apprennent à surmonter les contradictions qui surgissent entre eux démocratiquement, font une estimation attentive des intérêts en présence et se sentent responsables des destinées du socialisme.

La restructuration dans les pays socialistes et dans leurs relations mutuelles aura des conséquences pour l'économie mondiale. Il est encore difficile de les évaluer. Mais on peut en attendre un poids supérieur de ces pays dans le commerce mondial, la croissance de leur influence sur la solution de nombreux problèmes économiques globaux.

Le développement des pays socialistes peut contribuer à l'activation de l'économie mondiale. Toutefois, il ne faut pas surestimer les possibilités existantes. Les échanges Est-Ouest constituent 3 à 4 % du commerce mondial, aussi leur influence sur les processus globaux n'est-elle pas grande. De plus, on observe une dépendance assez sensible de ces échanges vis-à-vis de la conjoncture et du commerce extérieur des pays occidentaux, qui se distinguent par leur instabilité.

Il faut avoir à l'esprit une certaine asymétrie dans la signification de ces échanges pour le développement économique de l'Est et de l'Ouest. Dans le commerce des pays socialistes, la part des pays capitalistes industriellement développés a été, ces dernières années, de 26 à 30 %. Pour les pays Ouest-européens, le poids des relations commerciales avec le monde socialiste est beaucoup plus faible.

Du point de vue des intérêts purement économiques dans les relations Est-Ouest, il existe de part et d'autre des réserves pour leur extension<sup>1</sup>. Si le climat politique s'améliore, le poids de l'Ouest peut encore augmenter dans le commerce extérieur des pays du CAEM.

Les pays socialistes sont des partisans actifs d'un assainissement des relations économiques mondiales, grâce à l'observation stricte de l'égalité des droits, de l'avantage mutuel, du respect des intérêts en présence : ils refusent toute discrimination et l'utilisation du commerce comme moyen de pression politique.

Tous les pays doivent, à l'heure actuelle, créer des conditions favorables aux échanges commerciaux, aux restructurations en cours, assurer l'utilisation rationnelle des ressources énergétiques

1. Wallace (William V.), Clarke (Roger A.), *Comecon Trade and the West*, Londres, Frances Pinter, 1986.



et des matières premières, sauvegarder l'environnement. Il serait utile d'élaborer une réforme efficace du système monétaire international, de normaliser les relations entre le CAEM et la CEE, de prendre des mesures afin de renforcer la confiance réciproque dans le domaine économique<sup>1</sup>.

La coopération avec les pays socialistes, la participation active à l'examen des problèmes commerciaux et financiers, qui se posent à l'échelle internationale, introduisent un élément de stabilité dans le système des relations économiques extérieures des pays occidentaux, des pays européens notamment.

Les pays du CAEM, en voyant les risques de détérioration de l'économie mondiale, ont effectué des démarches concrètes en vue d'obtenir le contrôle des armements et la diminution des arsenaux militaires, afin d'éliminer toute menace de guerre et de délivrer l'humanité de l'énorme fardeau des dépenses improductives. Il serait alors possible d'aider efficacement les pays en développement à vaincre leur retard, à inclure dans l'échange international des ressources supplémentaires importantes. Ces pays réclament l'élaboration de mesures assurant la sécurité économique, grâce à un contrôle collectif des tendances dangereuses du développement économique international, grâce à la liquidation des restrictions discriminatoires, au refus de toute pression et de tout chantage économique et grâce à une observation rigoureuse des principes de l'égalité des droits et de l'avantage mutuel<sup>2</sup>.

Le tournant que traversent les pays socialistes, à la fois dans leur développement intérieur et dans leurs relations économiques extérieures, oblige à réfléchir à l'évolution de ces phénomènes dans l'avenir. Pourra-t-on réellement briser les tendances défavorables et renouveler l'image du socialisme ?

Les changements qui se produisent présentement sont sur la bonne voie. Il est évident que ce processus s'étendra sur dix à quinze ans et s'accompagnera d'une lutte idéologique intérieure aiguë, d'une opposition entre l'ancien et le nouveau. Les inter-

---

1. Le CAEM et la CEE ont publié, en juin 1988, une « déclaration commune » affirmant la reconnaissance officielle de chaque communauté par l'autre et envisageant des domaines de coopération (transports, environnement, énergie, standardisation, etc.). Depuis juin 1989, la négociation d'un accord commercial entre la Communauté et l'URSS est ouverte (M.L.).

2. UN Economic and Social Council, *Concept of International Economic Security. Report of the Secretary General*, A/42/314 E/1987/77, 4 juin 1987.

relations entre les différents systèmes sociaux doivent entraîner l'affaiblissement des contradictions, une plus grande compatibilité des intérêts des uns et des autres. Le développement des relations Est-Ouest implique que l'on prenne en compte l'interdépendance et l'interpénétration grandissantes de toutes les économies nationales. Une approche objective de ces phénomènes oblige les pays socialistes à accepter et à soutenir les défis dans la lutte pour la compétitivité sur les marchés mondiaux.